

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 5

3 janvier 2011

### SOMMAIRE

Admiral Global & International S. à r.l. . . . .	233	Comsea S.A. . . . .	236
Ataraxie Holding S.A. . . . .	203	COPEL S.A. Société de gestion de patri- moine familial . . . . .	237
Ataraxie S.A. . . . .	203	Coprez Partners S.A. . . . .	238
AU FOURNIL DE RENE S.A. . . . .	217	Coprez Partners S.A. . . . .	238
Ava Luxembourg . . . . .	203	Cregstar Lux S.à r.l. . . . .	228
AXA Mezzanine I S.A., SICAR . . . . .	203	C.S.P. Holding S.A. . . . .	221
Axis Europe S.A. . . . .	207	C-Ways S.A. . . . .	224
Azure Property Investments S.A. . . . .	207	Daleima S.A. . . . .	240
Bâloise Assurances Iard S.A. . . . .	225	Dämlux S.à r.l. . . . .	236
Bati Safe, s.à r.l. . . . .	208	Domange Participations S.A. . . . .	229
Bellecour Capital . . . . .	216	Duet Equity Income Fund S.A., SICAV-SIF . . . . .	239
Bellinva S.A. . . . .	216	Duet Global Equity Fund S.A., SICAV-SIF . . . . .	240
Berger & Cie . . . . .	217	Dutch Holding (Luxembourg) S.à r.l. . . . .	240
Blue Rock Cement Holdings S.A. . . . .	208	Espace culturel Grande Région . . . . .	220
Cadlux S.A. . . . .	224	Etoile Développement I S.A. . . . .	238
Canford Holding S.A. . . . .	224	Europäische Handelsanstalt für Waren und Rohstoffe S.à r.l. . . . .	236
Carillon Holding S.A. . . . .	229	Evendine S.A. . . . .	240
Carillon S.A. . . . .	229	HECF Luxembourg Master 1 S.à r.l. . . . .	238
C&E Holdings Luxembourg . . . . .	221	I.E.C.L. S.à r.l. . . . .	224
Centrafin S.A. . . . .	232	Keyser Söze S.à r.l. . . . .	234
Chassis Holding S.à r.l. . . . .	225	Mimar Participation S.à r.l. . . . .	197
C.I. International S.A. . . . .	220	Mizune S.A. SPF . . . . .	203
Cirkinvest S.A. . . . .	232	Novamex - Promotion Industrielle et Fi- nancière S.A. . . . .	232
Compagnie des Châteaux d'Europe Cen- trale S.A. . . . .	232	Orange Business Luxembourg S.A. . . . .	239
Compagnie des Châteaux d'Europe Cen- trale S.A. . . . .	233	Patron Kummel S.A. . . . .	221
Compagnie Financière de l'Accessoire Textile S.A.H. . . . .	233	root S.A. . . . .	194
Compagnie Luxembourgeoise de Partici- pations S.A. . . . .	233	Schubert S.à r.l. . . . .	207
		Théola S.à r.l. . . . .	239

**root S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7327 Steinsel, 35, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 92.268.

L'an deux mille dix, le quinze novembre.

Par-devant nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à SANEM, Grand Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de «root S.A.», (ci-après la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social au 35 rue John F. Kennedy, L-7327 Steinsel, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 92 268, constituée originairement sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée et sous la dénomination de «root eSolutions», suivant acte dressé par le notaire soussigné à la date du 28 février 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 392 du 10 avril 2003.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 01 mars 2010, lequel acte modificatif des statuts, fut publié au Mémorial le 06 mai 2010, sous le numéro 949 et page 45550.

La séance est déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Serge ROLLINGER, administrateur de sociétés, demeurant à Cruchten.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Andy BIERLAIR, administrateur de sociétés, demeurant à Sanem.

L'Assemblée désigne comme scrutateur Monsieur Marc GOEDERICH, administrateur de sociétés, demeurant à Schieren.

Le bureau de l'Assemblée ayant été constitué, le Président déclare et demande au notaire instrumentant de constater que:

- tous les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont inscrits sur une liste de présence signée par les actionnaires ou leurs mandataires, par le bureau de l'Assemblée et par le notaire. Ladite liste ainsi que les procurations signées «ne varietur» seront enregistrées avec le présent acte;

- il apparaît de la liste de présence mentionnée ci-avant, que toutes les deux mille quatre cents (2'400) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune et représentant l'intégralité du capital à hauteur de DEUX CENT QUARANTE MILLE EUROS (240'000.- EUR) sont toutes présentes ou représentées à la présente Assemblée.

- la présente Assemblée est donc régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Décision d'augmenter le capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de cent soixante mille euros (160'000.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de deux cent quarante mille euros (240'000.- EUR) représenté par deux mille quatre cents (2'400) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, à un montant de quatre cent mille euros (400'000.- EUR) qui sera, après cette augmentation, représenté par quatre mille (4'000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, toutes intégralement libérées.

2.- Décision de créer et d'émettre mille six cents (1'600) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, chaque action avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et conférant droit à des dividendes à partir du jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

3.- Décision d'accepter à la souscription de toutes les mille six cents (1'600) actions nouvellement émises par la Société, le nouvel actionnaire, la société «DATACENTER LUXEMBOURG S.A.» une société anonyme avec siège social au 2 rue Léon Laval, L-3372 Leudelange (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 77 200), les actionnaires existants ont, dont la mesure nécessaire, renoncé à leur droit préférentiel de souscription et libération en numéraire par le susdit seul souscripteur de ces nouvelles actions assorties d'une prime d'émission totale d'un montant de cent mille euros (100'000.- EUR) soit un apport en cash à la Société d'un montant total de DEUX CENT SOIXANTE MILLE EUROS (260'000.- EUR).

4.- Décision de modifier l'article cinq (5), premier alinéa des statuts de la Société lequel aura désormais la nouvelle teneur suivante:

**Art. 5. (Premier alinéa).** «Le capital social souscrit de la société est fixé à QUATRE CENT MILLE EUROS (400'000.- EUR) représenté par quatre mille (4'000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.»

5.- Nomination de trois (3) nouveaux administrateurs, Messieurs Marco HOUVEN, Xavier BUCK et Frédéric PRIME et fixation de la durée de leurs mandats.

6.- Insertion entre les articles cinq (5) et six (6) préexistants des statuts de la Société d'un nouvel article SIX (6) définissant et régissant un droit de préemption lors d'une cession ou transmission de titres à des actionnaires existants ou à des tiers non-actionnaires.

7.- Renumérotation des articles SIX (6) à VINGT ET UN (21) des statuts de la Société, qui deviendront les nouveaux articles SEPT (7) à VINGT-DEUX (22) des statuts.

Après avoir dûment examiné chaque élément à l'ordre du jour, l'Assemblée requiert le notaire instrumentant d'acter à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'Assemblée a DÉCIDÉ d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de cent soixante mille euros (160'000.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de deux cent quarante mille euros (240'000.- EUR) représenté par deux mille quatre cents (2'400) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, à un montant de quatre cent mille euros (400'000.- EUR) qui sera, après cette augmentation, représenté par quatre mille (4'000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, toutes intégralement libérées.

*Deuxième résolution:*

L'Assemblée a DÉCIDÉ de créer et d'émettre à cet effet mille six cents (1'600) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, chaque action avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et conférant droit à des dividendes à partir du jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

*Troisième résolution:*

L'Assemblée, réunissant toutes les actions présentement émises, reconnaît en rapport avec la présente augmentation de capital que les actionnaires existants ont, dans la mesure nécessaire, renoncé à leur droit de souscription préférentiel lors de la souscription des actions nouvelles et décide d'admettre à la souscription de la totalité des mille six cents (1'600) actions nouvelles, par le nouvel actionnaire:

la société «DATACENTER LUXEMBOURG S.A.» une société anonyme avec siège social au 2 rue Léon Laval, L-3372 Leudelange (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 77 200),

*Souscription - Libération*

*Souscription*

Est ensuite intervenue aux présentes:

Monsieur Marco Houwen, employé privé, avec adresse professionnelle au 2, rue Léon Laval L3372 Leudelange, agissant en sa qualité d'administrateur-délégué dûment mandaté par le conseil d'administration pour représenter aux fins des présentes la société «DATACENTER LUXEMBOURG S.A.» prénommée, en vertu d'une décision du conseil d'administration de ladite société, prise en sa réunion du 20 octobre 2010, un extrait du procès verbal de ladite réunion du conseil d'administration, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire du souscripteur, les membres du bureau de l'assemblée et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Lequel intervenant, agissant ès-dites qualités, après avoir reçu lecture de tout ce qui précède, a déclaré avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la société anonyme dénommée «ROOT S.A.», et a déclaré vouloir souscrire au nom et pour le compte de la société

«DATACENTER LUXEMBOURG S.A.», prédésignée, les mille six cents (1'600) actions nouvellement émises, d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

*Libération*

L'intervenant préqualifié, agissant encore pour le compte du susdit souscripteur, a ensuite libéré intégralement en numéraire les mille six cents (1'600) actions nouvellement souscrites par le souscripteur susmentionné, toutes assorties d'une prime d'émission d'un montant de cent mille euros (100'000.- EUR), soit un apport en cash à la Société d'un montant total de DEUX CENT SOIXANTE MILLE EUROS (260'000.- EUR).

La preuve de cette libération en cash a été rapportée au notaire soussigné, qui la reconnaît expressément.

A la suite de quoi, l'Assemblée a décidé d'accepter ladite souscription et ladite libération par le Souscripteur et d'allouer les (i) les mille six cents (1'600) actions ordinaires au Souscripteur, (ii) la somme de cent soixante mille euros (160'000.- EUR) au capital social souscrit de la Société et (iii) le montant cent mille euros (100'000.- EUR) au compte "prime d'émission" de la même Société.

*Quatrième résolution:*

Afin de refléter l'augmentation de capital ci-avant intervenue, l'Assemblée a décidé de modifier l'article cinq (5), premier alinéa des statuts de la Société lequel aura désormais la nouvelle teneur suivante:

**Art. 5. (Premier alinéa).** «Le capital social souscrit de la société est fixé à QUATRE CENT MILLE EUROS (400'000.- EUR) représenté par quatre mille (4'000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.»

*Cinquième résolution:*

L'Assemblée a DÉCIDÉ de porter le nombre d'administrateurs de trois (3) à six (6), de nommer trois (3) nouveaux administrateurs supplémentaires de la Société et à DÉCIDÉ de désigner à cet effet les personnes suivantes en tant que

nouveaux membres du conseil d'administration de la Société, leurs mandats se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire à tenir en 2014.

(i) Monsieur Marco HOUWEN, dirigeant de société, né à Luxembourg le 14 septembre 1972, demeurant professionnellement au 2, rue Léon Laval à L-3372 Leudelange;

(ii) Monsieur Xavier BUCK dirigeant de société, né à Luxembourg le 21 juillet 1970, demeurant professionnellement au 2, rue Léon Laval à L-3372 Leudelange; et

(iii) Monsieur Frédéric PRIME employé, né à Toulon, France le 25 juin 1971, demeurant professionnellement au 2, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange.

*Sixième résolution:*

L'Assemblée a DÉCIDÉ d'insérer entre les articles cinq (5) et six (6) préexistants de la Société un nouvel article SIX (6) définissant et régissant un droit de préemption lors d'une cession ou transmission de titres à des actionnaires existants ou à des tiers non-actionnaires.

Le nouvel article SIX (6) aura le libellé suivant:

**Art. 6. «Procédure.** La procédure éventuelle de préemption s'applique aux cessions et transmissions de Titres, à titre onéreux ou gratuit, à toute personne physique ou morale ou à toute entité de fait, y compris notamment par voie de fusion, de scission, d'apport, d'échange ou encore par cession de l'entité de droit ou de fait détenant les Titres.

Tout détenteur de Titres qui désire céder tout ou partie de ses Titres à toute personne en informe le Conseil d'Administration en lui communiquant toutes les informations utiles permettant aux autres Actionnaires d'exercer leur droit de préemption le cas échéant et notamment l'identité du candidat acquéreur, si celle-ci est déjà connue du cédant, le nombre de Titres que le cessionnaire s'est proposé d'acquérir ou le nombre de Titres que le cédant serait disposé à céder, le mode de valorisation utilisé pour établir le prix de cession [ci-après «Prix»], le Prix, le délai et les conditions de paiement, ainsi que toute autre information pouvant influencer sur la décision des Actionnaires.

Le cédant se porte garant, sous peine de nullité de la cession à intervenir et de dommages-intérêts le cas échéant, et se porte fort de la réalité de l'offre et du Prix ainsi que du caractère complet et véridique de tous les termes de l'offre reçue et des informations fournies au Conseil d'Administration de la Société et aux Actionnaires.

Toutes autres règles de fond et de forme sont reprises dans la convention d'actionnaire applicable le moment venu.

*Transfert Libre*

Est entièrement libre non sujet à droit de préemption tout transfert de Titres par un actionnaire cédant à un autre Actionnaire pour autant qu'il ait été actionnaire au 30 novembre 2010 ou à une Personne Liée à un tel actionnaire.

Le transfert entre ceux-ci se fait librement sans application de disposition particulière de fond de forme.

Aux fins des présentes, une Personne Liée est une société contrôlant ou contrôlée par un Actionnaire. Par «contrôle», il faut entendre toute situation dans laquelle une personne physique ou morale détient 50% plus une action ou part de capital d'une entité, ou 50% plus une voix des droits de vote existants de cette entité, toutes catégories ou classes de titres portant droit de vote confondus, ou encore tout état permettant à cette personne physique ou morale d'exercer une influence déterminante sur les affaires et les orientations de cette entité, que ce soit directement ou indirectement, notamment au moyen du droit de nommer la majorité des membres des organes d'administration ou de direction de l'entité ou encore du droit de nommer des membres de ces organes ayant une voix prépondérante. Est considérée «Personne liée» dans le chef d'une personne physique toute personne jusqu'au quatrième degré de parenté ascendant et descendant.

*Obligation de Suivre – «Drag Along»*

a) L'actionnaire (ou un groupe d'actionnaires) qui reçoit une ou plusieurs offre(s) d'un ou plusieurs tiers agissant de concert (ci-après «l'Offre» et «les Acquéreurs») portant sur cent pourcent (100%) des Titres ou des droits de vote de la Société doit en informer le Conseil d'Administration. Dans les quinze (15) jours, le Conseil d'Administration communique copie de l'Offre aux Actionnaires. Ceux-ci disposent de trente jours pour faire savoir au Conseil d'Administration s'ils acceptent l'Offre des Acquéreurs. Le Conseil d'Administration notifie aux Actionnaires dès que possible le résultat de l'Offre.

b) Si l'Offre n'est pas acceptée dans le délai requis par des Actionnaires détenant ensemble au moins soixante-quinze pourcent (75%) des Titres de la Société donnant droit de vote, aucune suite n'y est réservée en vertu du présent article, sans préjudice au droit de chaque Actionnaire de vendre tout ou partie de ses Actions aux Acquéreurs, dans le respect de la clause de préemption et sous réserve de l'application éventuelle des droits de suite prévus dans les statuts de la Société.

c) Si l'Offre est acceptée dans le délai requis par des Actionnaires détenant ensemble au moins soixante-quinze pourcent (75%) des Titres ou des droits de vote de la Société, les Actionnaires, y compris ceux qui n'ont pas accepté l'Offre, ont l'obligation de céder aux Acquéreurs, aux conditions de l'Offre, le nombre d'Actions nécessaire pour que les Acquéreurs acquièrent le nombre d'Actions sur lequel l'Offre porte.

d) En vue d'être libéré de l'obligation susvisée, l'Actionnaire qui n'a pas accepté l'Offre, ou les Actionnaires qui n'ont pas accepté l'Offre agissant solidairement, peuvent toutefois faire savoir au Conseil d'Administration dans les quinze (15)

jours de la notification de l'acceptation de l'Offre par des Actionnaires détenant soixante-quinze pourcent (75%) des Titres ou des droits de vote de la Société, qu'ils se substituent entièrement à l'acquéreur ou aux Acquéreurs et s'engagent à acquérir les Titres des Actionnaires ayant exprimé leur accord sur l'Offre, et ce aux conditions de l'Offre des Acquéreurs. Le Conseil d'Administration communique immédiatement cette décision aux autres Actionnaires. Ce droit n'est exerçable que moyennant consignation simultanée, selon des formes et procédures acceptables par le Conseil d'Administration, des fonds requis pour payer le prix dû aux autres Actionnaires.

Les notifications et communications prévues par le présent article ont lieu exclusivement par lettre recommandée avec accusé de réception. Les délais fixés au présent article courent à partir du lendemain du jour de l'envoi des recommandés avec accusé de réception.»

*Septième résolution:*

L'Assemblée a DÉCIDÉ, que suite à cette insertion d'un nouvel article SIX (6), les articles SIX (6) à VINGT ET UN (21) suivants et préexistants des statuts, deviendront par conséquent les articles (7) à VINGT-DEUX (22) des statuts.

*Frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille cinq cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le président clôture l'Assemblée.

Dont acte fait et passé à Steinsel, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux personnes comparantes, connues du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. ROLLINGER, A. BIERLAIR, M. GOEDERICH, M. HOUWEN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 novembre 2010. Relation: EAC/2010/14134. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010157913/190.

(100182893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Mimar Participation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 156.959.

—  
STATUTS

L'an deux mille dix, le vingt-trois novembre.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

Monsieur Marc MILLOT, gérant de sociétés, né à Drancy (France), le 26 avril 1952, demeurant F-75016 Paris, 67, boulevard Lannes, ici représenté Madame Danielle BUCHE, employée privée, demeurant professionnellement à L-2310 Luxembourg, 16, Avenue Pasteur, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Mimar Participation S.à r.l.", (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

**Art. 2.** La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

**Art. 3.** Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 4.** La durée de la Société est illimitée.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille deux cent quarante (1.240) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la Société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

**Art. 6.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

**Art. 7.** Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

**Art. 8.** A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la Société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la Société.

Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la Société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

**Art. 9.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société. En cas de décès d'un associé, la Société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

**Art. 10.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

**Art. 11.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.



Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la Société et pour représenter la Société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la Société, qui peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

**Art. 12.** Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 13.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

**Art. 14.** L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

**Art. 15.** Chaque année, au 31 décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

**Art. 16.** Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

**Art. 17.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

**Art. 18.** En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la Société terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

**Art. 19.** Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

**Art. 20.** Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la Société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la Société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.

#### *Souscription et libération*

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les mille deux cent quarante (1.240) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur Marc MILLOT, préqualifié et représenté comme dit ci-avant, et libérées entièrement par le souscripteur prêté moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

#### *Résolutions prises par l'associé unique*

Le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

1. Le siège social est établi à L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
2. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:
  - Monsieur Christian TAILLEUR, employé privé, né à Metz (France), le 17 mai 1967, demeurant professionnellement à L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur, et
  - Monsieur Keimpe REITSMA, employé privé, né à Leiden (Pays-Bas), le 12 juin 1956, demeurant professionnellement à L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle d'un gérant.

#### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle le français et l'anglais, déclare par les présentes, qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en français suivi d'une version anglaise; à la requête du même comparant, et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version française prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire du comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

#### **Suit la version anglaise du texte qui précède:**

In the year two thousand and ten, on the twenty-third of November.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

#### **Appeared:**

Mr. Marc MILLOT, companies' manager, born in Drancy (France), on April 26, 1952, residing in F-75016 Paris, 67, boulevard Lannes,

here represented by Mrs. Danielle BUCHE, private employee, professionally residing in L-2310 Luxembourg, 16, Avenue Pasteur, by virtue of a proxy given under private seal, such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing person, represented as said before, has required the officiating notary to enact the deed of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") to establish as follows:

**Art. 1.** There is hereby established a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of "Mimar Participation S.à r.l." (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

**Art. 2.** The Company may make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The Company may borrow in any form whatever.

The Company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the Law.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote its development or extension.

**Art. 3.** The registered office of the Company is established in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the shareholders.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the Company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

**Art. 4.** The duration of the Company is unlimited.

**Art. 5.** The corporate capital is set at thirty-one thousand (31,000.- EUR) represented by one thousand two hundred and forty (1,240) sharequotas of twenty-five Euro (25.- EUR) each.



When and as long as all the sharequotas are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended Law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the Company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The Company may acquire its own sharequotas provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

**Art. 6.** The sharequotas are indivisible with respect to the Company, which recognizes only one owner per sharequota.

If a sharequota is owned by several persons, the Company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the Company the owner of the sharequota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the sharequotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

**Art. 7.** The transfer of sharequotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of sharequotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the sharequotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse. If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

**Art. 8.** Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the Company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the Company.

They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the Company with respect to the advance and interests accrued thereon.

**Art. 9.** The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the Company. In case of the death of a shareholder, the Company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

**Art. 10.** The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the Company nor interfere in any manner in the management of the Company. They have to refer to the Company's inventories.

**Art. 11.** The Company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or third parties. The power of a manager is determined by the general shareholders' meeting when he is appointed. The mandate of manager is entrusted to him until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the Company's transactions and to represent the Company in and out of court.

The manager(s) may appoint attorneys of the Company, who are entitled to bind the Company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

**Art. 12.** No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the Company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

**Art. 13.** The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the Articles can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

**Art. 14.** The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

**Art. 15.** Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

**Art. 16.** Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company during the fifteen days preceding their approval.

**Art. 17.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the Company. Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

**Art. 18.** In the event of the dissolution of the Company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the Company's liquidation is closed, the Company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the sharequotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

**Art. 19.** With respect to all matters not provided for by these Articles, the shareholders refer to the legal provisions in force.

**Art. 20.** Any litigation which will occur during the liquidation of the Company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the Company, will be settled, insofar as the Company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

#### *Transitory disposition*

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31<sup>st</sup> of December 2011.

#### *Subscription and payment*

The Articles thus having been established, the one thousand two hundred and forty (1,240) sharequotas have been subscribed by the sole shareholder Mr. Marc MILLOT, prenamed and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash so that the amount of thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

#### *Resolutions taken by the sole shareholder*

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

- 1) The registered office is established in L-2310 Luxembourg, 16, Avenue Pasteur.
- 2) The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined duration:
  - Mr. Christian TAILLEUR, private employee, born in Metz (France), on May 17, 1967, residing professionally in L-2310 Luxembourg, 16, Avenue Pasteur, and
  - Mr. Keimpe REITSMA, private employee, born in Leiden (The Netherlands), on June 12, 1956, residing professionally in L-2310 Luxembourg, 16, Avenue Pasteur.
- 3) The Company is validly bound in any circumstances and without restrictions by the individual signature of each manager.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros.

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks French and English, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in French followed by an English version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the French and the English text, the French version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing person, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us, the notary, the present deed.

Signé: D. BUCHE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 novembre 2010. LAC/2010/52055. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

*Le Receveur (signé) : Francis SANDT*

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 novembre 2010

Référence de publication: 2010158153/296.

(100182580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Ataraxie S.A., Société Anonyme Soparfi,  
(anc. Ataraxie Holding S.A.).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 78.217.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Référence de publication: 2010157942/11.

(100182721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Ava Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2529 Howald, 25, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 54.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2010157944/11.

(100182774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**AXA Mezzanine I S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 108.403.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 29 novembre 2010.

Référence de publication: 2010157945/11.

(100182819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Mizune S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 156.927.

**STATUTS**

L'an deux mille dix, le neuf novembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

**ONT COMPARU:**

1) La société à responsabilité limitée «A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée», ayant son siège social à L-8041 Strassen, 65, rue des Romains, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 127.330,

ici représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique),

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 28 octobre 2010.

2) Madame Ingrid HOOLANTS, administrateur de sociétés, née à Vilvorde (Belgique), le 28 novembre 1968, demeurant professionnellement à L-8041 Strassen, 65, rue des Romains,

ici représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Marie WEBER, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 28 octobre 2010.

Les prédites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, demeureront annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquelles comparantes, ici représentées comme dit ci-dessus, ont requis le notaire soussigné de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit.

### **Titre I<sup>er</sup> . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme, société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF», sous la dénomination de «MIZUNE S.A. SPF».

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Strassen.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, ou en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

La décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** La société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la loi sur les SPF.

### **Titre II. - Capital, Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à cinq cent mille euros (€ 500.000,-), représenté par cinq mille (5.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles tels que définis à l'article 3 de la loi sur les SPF.

Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

En cas de démembrement de la propriété des actions, l'exercice de l'ensemble des droits sociaux, et en particulier le droit de vote aux assemblées générales, est réservé aux actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de la nue propriété des actions; l'exercice des droits patrimoniaux, tels que ces derniers sont déterminés par le droit commun, est réservé aux actionnaires détenteurs de la nue propriété des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions. En cas de vente de l'usufruit ou de la nue propriété, la valeur de l'usufruit ou de la nue propriété sera déterminée par la valeur de la pleine propriété des actions et par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue propriété conformément aux tables de mortalité en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

### **Titre III. - Administration**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

**Art. 7.** Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

**Art. 8.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi.

**Art. 9.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs, à moins que des décisions spéciales n'aient été prises concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou de procurations données par le conseil d'administration conformément à l'article 10 des présents statuts.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoir, choisis en ou hors de son sein, actionnaires ou non.

**Art. 11.** Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

La société devra indemniser tout administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il pourrait être partie en raison de sa qualité ou ancienne qualité d'administrateur ou mandataire de la société, ou, à la requête de la société, de toute autre société où la société est un actionnaire/associé ou un créancier et par quoi il n'a pas droit à être indemnisé, sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il sera finalement déclaré impliqué dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée.

Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel administrateur ou mandataire pourrait prétendre.

**Art. 12.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

### **Titre IV. - Surveillance**

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut pas excéder six ans.

### **Titre V. - Assemblée générale**

**Art. 14.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier mardi du mois de juin à 15.00 heures à Strassen au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale aura lieu le premier jour ouvrable suivant.

### **Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 15.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 16.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

## Titre VII. - Dissolution, Liquidation

**Art. 17.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

## Titre VIII.- Dispositions générales

**Art. 18.** Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ainsi qu'avec la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

### *Dispositions transitoires*

Par dérogation à l'article 15, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2010 et par dérogation à l'article 14, la première assemblée annuelle se tiendra en 2011.

### *Souscription*

Les cinq mille (5.000) actions ont été souscrites comme suit:

1. La société «A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée», préqualifiée, deux mille cinq cents actions . . . . .	2.500
2. Madame Ingrid HOOLANTS, préqualifiée, deux mille cinq cents actions . . . . .	2.500
TOTAL: CINQ MILLE ACTIONS . . . . .	5.000

Ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que le montant de cinq cent mille euros (€ 500.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

### *Constatation*

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article vingt-six de la loi 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à deux mille euros (€ 2.000,-).

### *Assemblée générale extraordinaire*

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1) L'assemblée décide de nommer trois administrateurs, à savoir:

- a) la société à responsabilité limitée «A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée», préqualifiée.
- b) Madame Ingrid HOOLANTS, préqualifiée.

c) la société à responsabilité limitée «TAXIOMA s. à r.l.», ayant son siège social à L-8041 Strassen, 65, rue des Romains, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 128.542.

Madame Maryse MOUTON, expert-comptable et réviseur d'entreprises, née à Aye (Belgique), le 25 mai 1966, demeurant professionnellement à L-8041 Strassen, 65, rue des Romains est désignée représentante permanente de la société «A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée», préqualifiée.

Madame Ingrid HOOLANTS, préqualifiée, est désignée représentante permanente de la société «TAXIOMA s. à r.l.», préqualifiée.

2) L'assemblée décide de nommer un commissaire aux comptes, à savoir:

Monsieur Paul JANSSENS, employé privé, né à Lier (Belgique), le 23 février 1963, demeurant à L-5692 Elvange, 2, rue des Prés.

3) Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de 2015.

4) Le siège de la société est fixé à L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J.-M. WEBER, A. WEBER.



Enregistré à Capellen, le 12 novembre 2010. Relation: CAP/2010/4036. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 25 novembre 2010.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2010158346/183.

(100181825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

---

**Axis Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 105.159.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

AXIS EUROPE S.A.

Signature

Référence de publication: 2010157946/12.

(100182847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Azure Property Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 104.192.

*Le bilan au 31 décembre 2009 en annexe annulé et remplace celui déposé le 6 octobre 2010 au Registre de Commerce et des Sociétés sous la référence L100151734.*

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2010.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2010157947/14.

(100182744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Schubert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 124.535.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 2010*

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, a approuvé le rapport du liquidateur ainsi que les comptes de liquidation.

L'Assemblée Générale a donnée décharge pleine et entière au liquidateur et au commissaire à la liquidation.

L'Assemblée Générale a prononcé la clôture de la liquidation de la société.

L'Assemblée Générale a décidé que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société, 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, de même qu'y resteront consignés les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux actionnaires et dont la remise n'aurait pas pu leur être faite.

Luxembourg, le 30 novembre 2010.

J.B. Lachaise

Liquidateur

Référence de publication: 2010159275/19.

(100182822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Bati Safe, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8229 Mamer, 35, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 104.697.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010157953/9.

(100182488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Blue Rock Cement Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 156.941.

**STATUTES**

In the year two thousand and ten, on twenty-fifth day of October,

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette.

There appeared

Pantipa Holdings Limited, with registered office at 16 Kyriakou Matsi, Eagle House, 10<sup>th</sup> Floor, Agioi Omologites, 1082 Nicosia, Cyprus, represented by Me Nuala DOYLE, attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, and

Global Cement Investment S.A., with registered office at 6 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 144590, represented by Me Nuala DOYLE, attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The aforementioned proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to inscribe as follows the articles of incorporation of a société anonyme, which it forms:

**Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1.** There is hereby established a société anonyme under the name of “Blue Rock Cement Holdings S.A.”.

**Art. 2.** The registered office of the company is established in Luxembourg-City. The registered office may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a simple decision of the Board of Directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

**Art. 3.** The company is established for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The company may borrow in any form and issue bonds or similar debt instruments.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable commercial and industrial operation, including the acquisition of such tangible assets and real estate, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

**Title II. - Capital, Shares**

**Art. 5.** The subscribed share capital is set at fifty thousand (USD 50,000.-) divided into one thousand (1,000) Class A Shares having a nominal value of ten USD (USD 10.-) each and four thousand (4,000) Class B Shares having a nominal value of ten USD (USD 10.-) each.

The company shall have an authorised share capital of three billion USD (USD 3,000,000,000) represented by two hundred million (200,000,000) ordinary Class A Shares having a nominal value of ten USD (USD 10.-) each and one hundred million (100,000,000) ordinary Class B Shares having a nominal value of ten USD (USD 10.-) each.

The Board of Directors is authorised and appointed to increase from time to time the subscribed capital of the company within the limits of the authorised capital, at once or by successive portions, by issuance of new shares with or without share premium, to be paid up in cash or by contribution-in-kind of securities or other assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the company and provided that such securities or other assets comply with the investment objectives and strategy of the company.

Such authorisation is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed.

The period of this authority may be extended by resolution of the general meeting of shareholders, from time to time, in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

The Board of Directors is authorised to issue Class A Shares and Class B Shares during the period referred to above without the shareholders having any preferential subscription rights.

When the Board of Directors effects a whole or partial increase in capital pursuant to the provisions referred to above, it shall be obliged to take steps to amend this article in order to record the change and the company's management is authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law.

The shares may be represented, at the owner's option, by certificates representing single shares or certificates representing two or more shares.

The shares may be issued in registered form only.

The terms "share" and "shares" or "shareholder" and "shareholders" shall in these articles of incorporation, unless otherwise explicitly or implicitly stated, include respectively the Class A Shares and the Class B Shares or the holders of the Class A Shares and the Class B Shares.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

### Title III. - Management

**Art. 6.** The company is managed by a board of directors (the "Board of Directors") comprising an odd number of members but at all times comprising at least three members and no more than seven members, whether shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

In case of vacancy of the office of a director appointed by the general meeting, the remaining directors so appointed, may, fill the vacancy on a provisional basis. In such circumstances, the next general meeting shall make the final appointment.

There is no limit to the number of times a person can be elected to the Board of Directors.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of shareholders.

**Art. 7.** The Board of Directors shall elect from among its members a chairman. The chairman shall have the same voting rights as the other directors and shall not have a casting vote.

The Board of Directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the company so requires. It must be convened each time any director so requests.

Any director of the company may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, or by cable or telegram, telex, telefax or other electronic transmission another member of the Board of Directors as his proxy.

The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members are present either in person or by proxy.

Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

Members of the Board of Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the members present either in person or by proxy at such meeting and in accordance with any procedures set out in the Shareholders' Agreement.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

**Art. 8.** The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object of the company.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

**Art. 9.** The company will be bound in any circumstances by the joint signatures of two directors, unless special decisions have been reached concerning the authorised signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 10 of the present articles of incorporation.

**Art. 10.** The Board of Directors may delegate its powers to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, whether shareholders or not.

In carrying out its functions, the Board of Directors may be assisted by advisors or other service providers with respect to investment and divestment decisions, strategic focus, investment objectives, investment policy and the operations of the company. The company will enter into an agreement with such advisors or third party service providers for the provision of their services, and the determination of their remuneration. The company will not have any obligation to invest in any company or asset identified by such advisors or third party service providers nor shall it in any way be bound to follow advice given by such entities.

**Art. 11.** Any litigation involving the company, either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the Board of Directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

#### **Title IV. - Supervision**

**Art. 12.** The company is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders, which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

#### **Title V. - General meeting**

**Art. 13.** The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the first Friday of June at 10.00 a.m. and for the first time in the year 2011.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing, or by cable or telegram, telex, telefax or other electronic transmission, as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders participating in the meeting by way of video conference or by way of telecommunication means permitting their identification, shall be deemed to be present for the calculation of quorum and majority. Such means shall bear the technical characteristics that ensure an effective participation in the meeting, which deliberations shall be online without interruption.

Any shareholder who casts their vote by correspondence, by means of a form providing the option for a positive or negative vote or for an abstention shall be counted when reckoning a quorum at such general meeting. The Board of Directors shall determine the format of such form. Such form must be received at the registered office of the company at least three (3) days before the meeting.

**Art. 14.** General meetings of shareholders shall be convened by the Board of Directors pursuant to a notice given by the Board of Directors setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting, to each shareholder at the shareholder's address recorded in the share register.

A general meeting must be called upon written request of a group of shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital. In such case, the concerned shareholders must indicate the agenda in their written request and the general meeting shall be convened within one (1) month of such request.

One or more shareholders representing at least ten per cent (10%) of the share capital of the company can request the inscription of one or more items on the agenda of any general meeting. Such request shall be notified by means of a registered letter to the registered office of the company at least five (5) days before the general meeting.

**Art. 15.** Resolutions at a general meeting called to deliberate upon an amendment to these articles of incorporation will be validly passed only if holders of two thirds of the total number of issued shares or their representatives, vote in favour.

Notwithstanding the foregoing, any resolution of the general meeting of shareholders entailing a variation of a particular class of issued shares, must be approved by the holders of two-thirds of that particular class of shares.

The provisions of these articles relating to general meetings shall apply, with any necessary modifications, to any separate general meeting of the holders of shares of a class convened in connection with the variation or abrogation of the rights attached to the shares of that class.

## **Title VI. - Financial year, Allocation of profits**

**Art. 16.** The financial year of the company shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year, with the exception of the first financial year, which shall begin on the date of formation of the company and shall terminate on thirty-first of December 2010.

**Art. 17.** After deduction of any and all of the expenses of the company and the amortisations, the credit balance represents the net profits of the company. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below ten percent (10%) of the capital of the company.

The balance is at the disposal of the general meeting.

## **Title VII. - Dissolution, Liquidation**

**Art. 18.** The company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. If the company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

The net proceeds of liquidation (whether consisting in cash or in any other assets) shall be distributed by the liquidator (s) in accordance with the terms of these articles of incorporation and as may be set out in the Shareholders' Agreement.

## **Title VIII. - General provisions**

**Art. 19.** All matters not governed by these articles of incorporation are to be construed in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

### *Subscription*

The articles of incorporation having thus been established, the appearing parties declare to subscribe the whole capital as follows:

- Global Cement Investment S.A., prenamed ..... 1,000 Class A Shares
- Pantipa Holdings Limited, prenamed ..... 4,000 Class B Shares

All the shares have been paid up in full by payment in cash, so that the amount of fifty thousand USD (USD 50,000.-) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

### *Statement*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable in respect of its formation, is approximately one thousand four hundred euro (€ 1,400.-).

### *Extraordinary general meeting*

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed unanimously the following resolutions:

- 1) The number of directors is set at three (3) and the number of statutory auditors at one (1).
- 2) The following persons are appointed directors:
  - Allen de Jesus Sanginés-Krause, consultant, with professional address at Cricket Square, Hutchins Drive, PO Box 2681, Grand Cayman, KY11111, Cayman Islands, born in Mexico City, Mexico on 28 June 1959;
  - Juan Pablo San Agustín Rubio, executive, with professional address at Hernández de Tejada 1, 28027 Madrid, Spain, born in Gijón, Spain on 21 February 1969; and
  - David María Jiménez-Blanco Carrillo de Albornoz, with professional address at Lagasca, 73, 28001 Madrid, Spain, born in Granada, Spain on 31 May 1963.
- 3) PricewaterhouseCoopers, with registered office at 400, Route d'Esch, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg, has been appointed as statutory auditor.
- 4) The term of office of the directors will expire at the annual general meeting of shareholders resolving on the annual accounts for the year ending 31 December 2015 and the term of office of the statutory auditor will expire at the annual general meeting of shareholders resolving on the annual accounts for the year ending 31 December 2015.
- 5) The registered office of the company is established at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary, by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

### **Suit la version française**

L'an deux mille dix, le vingt-cinq octobre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

Ont comparu:

Pantipa Holdings Limited, ayant son siège social au 16 Kyriakou Matsi, Eagle House, 10<sup>ième</sup> Etage, Agioi Omologites, 1082 Nicosia, Chypre, représentée par Me Nuala DOYLE, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé, et

Global Cement Investment S.A., ayant son siège social au 6 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la numéro B0144590 représentée par Me Nuala DOYLE, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé

Les procurations prémentionnées, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

Lesquels comparants, agissant es qualités, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux:

### **Titre I<sup>er</sup> . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Il est formé par le présent acte une société anonyme sous le nom de "Blue Rock Cement Holdings S.A.".

**Art. 2.** Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville. Le siège social pourra être transféré au sein de la même commune par décision du Conseil d'Administration.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la Société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toutes autres manières, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toutes autres manières de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toute espèce, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toutes autres manières à des sociétés filiales ou affiliées.

La société peut emprunter sous toutes les formes et émettre des obligations ou titres de créance similaires.

En général, la société pourra prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et procéder à toute opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, y compris l'acquisition d'immobilisations corporelles et de l'immobilier, qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social.

### **Titre II. - Capital, Actions**

**Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à cinquante mille USD (USD 50.000,-) divisé en une mille (1.000) Actions de Classe A ayant une valeur nominale de dix USD (USD 10,-) chacune et quatre mille (4.000) Actions de Classe B ayant une valeur nominale de dix USD (USD 10,-) chacune.

La société aura un capital social autorisé de trois milliards USD (USD 3.000.000.000,-) représenté par deux cent million (200.000.000) Actions de Classe A ayant une valeur nominale de dix USD (USD 10,-) chacune et cent million (100.000.000) Actions de Classe B ayant une valeur nominale de dix USD (USD 10,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé à, et mandaté pour augmenter de temps en temps, le capital social souscrit de la société dans les limites du capital autorisé, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles avec ou sans prime d'émission, à libérer par voie de versements en espèces ou par apport en nature de titres



ou d'autres actifs, dans le respect des conditions prévues par la loi luxembourgeoise, en particulier l'obligation de produire un rapport d'évaluation du commissaire de la société et à condition que ces titres ou autres actifs soient conformes à l'investissement objectifs et la stratégie de la société.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte.

La durée de cette autorisation peut être étendue par décision de l'actionnaire unique ou, selon le cas, par l'assemblée générale des actionnaires, statuant comme en matière de modification des présents statuts.

Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des Actions de Classe A et des Actions de Classe B au cours de la période visée ci-dessus sans que les actionnaires aient un droit préférentiel de souscription.

Lorsque le Conseil d'Administration effectue une augmentation partielle ou totale de capital conformément aux dispositions mentionnées ci-dessus, il sera obligé de prendre les mesures nécessaires pour modifier cet article afin de constater cette modification et la gérance de la société est autorisée à prendre ou à autoriser toutes les mesures requises pour l'exécution et la publication de telle modification conformément à la loi.

Les actions peuvent être représentées, au choix du propriétaire, par des certificats unitaires ou des certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions ne peuvent qu'être émises sous forme nominative.

Les termes «action» et «actions» ou «actionnaire» et «actionnaires» inclueront dans ces statuts, sauf disposition contraire implicite ou explicite, les Actions de Classe A et les Actions de Classe B et les détenteurs des Actions de Classe A et des Actions de Classe B.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, procéder au rachat de ses propres actions.

### Titre III. - Gestion

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») composé d'un nombre impair de membres, mais comprenant en tout temps trois membres au moins et sept membres au plus, actionnaires ou non, qui sont nommés pour une période n'excédant pas six ans par l'assemblée générale des actionnaires, laquelle peut les révoquer à tout moment.

En cas de vacance du poste d'un administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés, peuvent combler cette vacance de manière provisoire. Dans de telles circonstances, l'assemblée générale suivante procède à la nomination définitive.

Il n'y a pas de limite au nombre de fois où une personne peut être élue au Conseil d'Administration.

Le nombre d'administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration élit un président parmi ses membres. Le président a les mêmes droits de vote que les autres administrateurs et n'a pas une voix prépondérante.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Chaque administrateur de la société peut agir lors de chaque réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tous autres moyens de communication électronique, un autre membre du Conseil d'Administration comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par mandataire. Tout membre du Conseil d'Administration qui participe à une réunion du Conseil d'Administration via un tel moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du Conseil d'Administration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre ou d'être entendu à tout moment par les autres membres sera considéré comme présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées lors de cette réunion.

Les membres du Conseil d'Administration qui participent à une réunion du Conseil d'Administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion. Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à une telle réunion. Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil d'Administration ont la même valeur juridique que celles prises lors d'une réunion du Conseil d'Administration dûment convoqué à cet effet. Les signatures peuvent figurer sur un document unique ou sur différentes copies de la même résolution.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires, sont de la compétence du Conseil d'Administration

**Art. 9.** La Société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs à moins que des dispositions spéciales concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou de repré-

sensation par mandataire n'aient été prises par le Conseil d'Administration conformément à l'article 10 des présents statuts.

**Art. 10.** Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, qui seront appelés administrateurs délégués.

Il peut aussi confier la gestion d'une branche spéciale d'activités à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou non, lequel (lesquels) ne doit (doivent) pas nécessairement être actionnaire(s).

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil d'Administration peut être assisté par des conseillers ou autres fournisseurs de services en matière de décisions d'investissement et de désinvestissement, d'orientation stratégique, d'objectifs d'investissement, de politique d'investissement et d'opérations de la société. La Société conclura un accord avec ces conseillers ou tiers fournisseurs de services pour la fourniture de leurs services, et la détermination de leur rémunération. La société n'a pas d'obligation d'investir dans une entreprise ou des actifs identifiés par ces conseillers ou ces tiers fournisseurs de services et elle doit en aucun cas être tenue de suivre les conseils donnés par ces entités.

**Art. 11.** Tous les litiges dans lesquels la société est impliquée comme requérante ou comme défenderesse, seront traités au nom de la société par le Conseil d'Administration, représenté par son président ou par l'administrateur délégué à cet effet.

#### **Titre IV. - Surveillance**

**Art. 12.** La société est contrôlée par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut pas excéder six années.

#### **Titre V. - Assemblée générale**

**Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit spécifié dans les convocations, le premier vendredi du mois de juin à 10.00 heures, et pour la première fois en 2011.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

Toute actionnaire peut participer à l'assemblée générale en désignant par écrit ou par cable ou télégramme, télex, par téléfax, ou par un moyen de communication électronique, une autre personne comme son mandataire, laquelle n'est pas nécessairement actionnaire de la société.

Les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Tout actionnaire qui vote par correspondance, au moyen d'un formulaire donnant une option pour un vote positif ou négatif ou pour une abstention sera pris en compte pour le calcul du quorum à cette assemblée générale. Le Conseil d'Administration détermine le format de ce formulaire. Un tel formulaire doit être reçu au siège social de la société au moins trois (3) jours avant la réunion.

**Art. 14.** Les assemblées générales des actionnaires seront convoquées par le Conseil d'Administration conformément à l'avis donné par le Conseil d'Administration énonçant l'ordre du jour et envoyé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la réunion, à chaque actionnaire à l'adresse de l'actionnaire enregistrée dans le registre des actions.

Une assemblée générale doit être convoquée suite à la demande écrite d'un groupe d'actionnaires représentant au moins un dixième du capital souscrit. Dans ce cas, les actionnaires concernés devront spécifier l'ordre du jour dans leur demande par écrit et l'assemblée générale doit être convoquée dans 1 (un) mois à compter de cette demande.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la société peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs points de l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande doit être notifiée au moyen d'une lettre recommandée au siège social de la société au moins cinq (5) jours avant l'assemblée générale.

**Art. 15.** Les résolutions prises lors d'une assemblée générale appelée à délibérer sur une modification de ces statuts ne peuvent être valablement prises que si les détenteurs d'au moins deux tiers du nombre total des actions émises, ou leur représentants, émettent un vote positif.

Nonobstant ce qui précède, toute résolution de l'assemblée générale des actionnaires entraînant une modification d'une classe particulière d'actions doit être approuvée par les détenteurs de deux tiers des actions de cette classe d'actions particulière.

Les dispositions des statuts relatives aux assemblées générales s'appliqueront, avec toutes les modifications nécessaires, à toute assemblée générale des actionnaires d'une classe convoquée pour la modification ou l'abrogation des droits attachés aux actions de cette classe.

## **Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 16.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année à l'exception du premier exercice social qui commencera à la date de constitution de la société et se terminera le 31 décembre 2010.

**Art. 17.** Le solde créditeur du bilan, après déduction de toutes les charges de la société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice cinq pour cent (5%) sont affectés à la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours jusqu'à ce que la réserve légale soit entièrement reconstituée, si, à un moment donné, pour une cause quelconque, ladite réserve tombe en dessous de dix pour cent (10%) du capital social.

Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

## **Titre VII. - Dissolution, Liquidation**

**Art. 18.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la société est dissoute, la liquidation est effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Le produit net de liquidation (consistant en espèces ou en tout autre actif) est distribué par le ou les liquidateur(s) en conformité avec les termes de ces statuts et, le cas échéant, en conformité avec les termes énoncés dans le Pacte des Actionnaires.

## **Titre VIII. - Dispositions générales**

**Art. 19.** Tous les points non réglés par les présents statuts, sont interprétés conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

### *Souscription*

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

- Global Cement Investment S.A., prénommée . . . . . 1.000 Actions de Classe A
- Pantipa Holdings Limited, prénommée . . . . . 4.000 Actions de Classe B

Toutes les actions ont été entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de cinquante mille USD (USD 50.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

### *Déclaration*

Le notaire instrumentant déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ont été respectées.

### *Frais*

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à mille quatre cents euros (€ 1.400,-).

### *Assemblée générale extraordinaire des actionnaires*

Les parties comparantes prénommées, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, ont immédiatement procédé à une assemblée générale extraordinaire.

Après avoir vérifié que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et le nombre des commissaires aux comptes de la société à un (1).

2) Les personnes suivantes sont nommées comme administrateurs:

- Allen de Jesus Sangines Krause, consultant, dont l'adresse professionnelle est Cricket Square, Hutchins Drive, PO Box 2681, Grand Cayman, KY11111, Cayman Islands, né à Mexico City, Mexique, le 28 juin 1959;
- Juan Pablo San Agustín Rubio, executive, dont l'adresse professionnelle au Hernández de Tejada 1, 28027 Madrid, Espagne, né à Gijón, Espagne, le 21 février 1969; et
- David María Jiménez-Blanco Carrillo de Albornoz, consultant, dont l'adresse professionnelle est Lagasca 73, 28001 Madrid, Espagne, né à Granada, Espagne, le 31 mai 1963.

3) PriceWaterhouse Coopers, dont le siège social est 400, Route d'Esch, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg, est nommé comme commissaire aux comptes de la société.

4) La durée du mandat des administrateurs expirera à l'assemblée générale annuelle des actionnaires statuant sur les comptes annuels pour l'exercice social se terminant le 31 Décembre 2015, et la durée du mandat du commissaire aux comptes de la société expirera à l'assemblée générale annuelle des actionnaires statuant sur les comptes annuels pour l'exercice social se terminant le 31 Décembre 2015.

5) Le siège social de la société est établi au 6, rue Guillaume, Schneider, L2522 Luxembourg.

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend l'anglais, déclare par la présente que sur demande des parties comparantes, le présent document a été établi en langue anglaise, suivi d'une version française. Sur demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au parties comparantes, connues du notaire instrumentant par leur nom, prénom, état civil et domicile, lesdites parties comparantes ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Doyle, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 octobre 2010. Relation: EAC/2010/12948. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2010157950/437.

(100182173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Bellecour Capital, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 153.626.

Monsieur Nicolas FAURE, administrateur de BELLECOUR CAPITAL, a changé son adresse professionnelle comme suit:

4, Avenue Foch  
69006 Lyon  
France

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010157955/13.

(100182160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Bellinva S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 81.753.

**DISSOLUTION**

L'an deux mille dix.

Le vingt-cinq octobre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

La société de droit panaméen VACON PROPERTIES S.A., ayant son siège social à Panama-City, Arango-Orillac Building, 2<sup>nd</sup> Floor, East 54<sup>th</sup> Street (République du Panama),

ici représentée par Monsieur Alain THILL, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, par son représentant susnommé, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société anonyme BELLINVA S.A., ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg numéro B 81753, a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 24 avril 2001, publié au Mémorial C numéro 1017 du 15 novembre 2001, et que ses statuts n'ont jamais été modifiés.

II.- Que le capital social de la société anonyme BELLINVA S.A., prédésignée, s'élève actuellement à trente et un mille euros (31.000.- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions avec une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

III.- Que la comparante est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la susdite société BELLINVA S.A..

IV.- Que l'activité de la société BELLINVA S.A. ayant cessé et que la comparante prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

V.- Que la comparante, en tant qu'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la société.

VI.- Qu'en cette qualité, elle requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute et avoir transféré tous les actifs à son profit.

VII.- Que la comparante est investie de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

VIII.- Que partant, la liquidation de la société anonyme BELLINVA S.A. est à considérer comme faite et clôturée.

IX.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

X.- Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation des actions et du registre des actions.

XI.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société dissoute.

#### *Frais*

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à mille trois cent vingt-cinq euros, sont à charge de la société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Alain THILL, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 02 novembre 2010. Relation: GRE/2010/3689. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 29 novembre 2010.

Référence de publication: 2010157956/53.

(100182090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

#### **AU FOURNIL DE RENE S.A., Société Anonyme, (anc. Berger & Cie).**

Siège social: L-3428 Dudelange, 1, rue Boudersberg.

R.C.S. Luxembourg B 152.648.

L'an deux mille dix, le huit novembre.

Par-devant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

#### **ONT COMPARU:**

1) Monsieur René Pierre ZESTER, demeurant à L-4051 Esch-sur-Alzette, 112, rue du Canal.

2) La société civile dénommée «R P Z Finances», avec siège social à L-4051 Esch-sur-Alzette, 112 rue du Canal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro E 4.304,

constituée suivant acte sous seing privé, en date à Luxembourg du 31 mai 2010, publié au Mémorial, Recueil Spécial C des Sociétés et Associations, numéro 1498, du 21 juillet 2010,

ici représentée par Monsieur René ZESTER, prédit., agissant comme gérant de la prédite société, fonction à laquelle il a été nommé à l'article 16 des statuts et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu du prédit article 16 des statuts.

Lesquels comparants déclarent qu'ils sont les associés à savoir Monsieur René Pierre ZESTER, prédit, de 10 parts sociales, et la société civile dénommée «RPZ Finances», prédite, de 990 parts sociales de la société en commandite simple «Berger & Cie» avec siège social à L-3428 Dudelange, 1 rue Boudersberg, au capital social de TRENTE-CINQ MILLE EUROS (35.000 €) représentée par mille (1000) parts de TRENTE-CINQ EUROS (35 €) de nominal chacune,

constituée suivant acte sous seing privé, en date du 21 avril 2010, publié au Mémorial, Recueil Spécial C des Sociétés et Associations numéro 1170 en date du 4 juin 2010,

modifiée suivant acte sous seing privé de cessions de parts sociales en date du 18 juin 2010, publié au Mémorial, Recueil Spécial C des Sociétés et Associations, numéro 1600 en date du 06 août 2010,

et modifiée suivant acte sous seing privé de cession de parts sociales, en date du 23 août 2010, publié au Mémorial, Recueil Spécial C des Sociétés et Associations, numéro 2098, du 06 octobre 2010.

Ceci exposé, lesdits comparants réunis en assemblée générale extraordinaire ont requis le notaire soussigné d'acter leurs déclarations comme suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

- 1) L'assemblée générale accorde décharge pleine et entière à l'associé commandité.
- 2) Conséquences fiscales de la transformation de la société en commandite simple en société anonyme
- 3) Transformation de la société en une société anonyme commerciale avec effet en date de ce jour.
- 4) Adoption de nouveaux statuts pour réaliser les précédentes résolutions.
- 5) Nomination d'un conseil d'administration et d'un commissaire aux comptes.
- 6) Fixation de l'adresse du siège social.

II.- Après délibération, l'assemblée des associés commanditaires tous présents, en accord avec l'associé commandité, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée accorde décharge pleine et entière à l'associé commandité, Monsieur René Pierre ZESTER, demeurant à L-4051 Esch-sur-Alzette., pour l'exercice de son mandat et lui donne quitus de sa gestion.

*Deuxième résolution:*

Le notaire a attiré l'attention de l'assemblée sur conséquences fiscales éventuelles de la transformation de la société en commandite simple en une société anonyme, ce que l'assemblée reconnaît et lui en donne décharge de responsabilité pleine et entière pour l'avenir à ce sujet.

*Troisième résolution:*

L'assemblée décide de transformer à compter de ce jour, la société en commandite simple «Berger & Cie» en société anonyme, en continuation de la société sous une autre forme, sans qu'il y ait création d'une société nouvelle et les comparants, réunis en assemblée générale extraordinaire ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux, par la transformation de la prédite société en commandite simple «BERGER & CIE».

L'assemblée décide de transformer à compter de ce jour, la société en commandite simple «Berger & Cie», en société anonyme, conformément à l'article trois de la loi sur les sociétés commerciales, étant entendu que cette transformation ne doit pas être accompagnée d'un changement des bases essentielles du pacte social. Il y aura attribution des actions de la société anonyme aux associés commanditaires de la société en commandite simple en raison d'une action pour une part sociale de la société en commandite simple, il n'y a pas de rompus et la nomination d'un conseil d'administration et d'un commissaire aux comptes pour être en conformité avec la loi sur les sociétés commerciales et la refonte des statuts.

Comme suite à la transformation de la prédite société en commandite simple «Berger & Cie», en société anonyme décidée ci-avant, l'assemblée décident de procéder à une refonte des statuts pour lui donner la teneur suivante:

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide d'adopter de nouveaux statuts pour les mettre en concordance avec les précédentes résolutions.

**"Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de  
AU FOURNIL DE RENE S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Dudelange.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet:

- l'achat et la vente de produits alimentaires,
- l'achat, la vente, l'échange, la promotion et la mise en valeur, tant pour son propre compte que pour compte de tiers, de tous biens immobiliers dans tous pays.

Elle peut faire toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement auxdites activités ou à des activités similaires susceptibles de favoriser ou de faciliter l'exécution ou le développement de son objet social.

En outre la société peut se porter caution personnelle, réelle, solidaire et indivisible vis-à-vis de tierces personnes.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à TRENTE-CINQ MILLE EURO (35.000.-euro) représenté par MILLE (1000) actions d'une valeur nominale de trente-cinq euros (35.-EURO) de nominal chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur.



Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

## **Titre II. - Administration, Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés, ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration ne peut délibérer que si tous les membres sont présents ou si la majorité de ses membres est présente ou représentée et que tous ses membres ont été valablement convoqués par lettre recommandée au moins quatre (4) semaines à l'avance, comportant l'ordre du jour. Le mandat entre administrateurs qui peut être donné par écrit ou télécopie est admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication électronique. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple des voix.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 9.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 10.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs dont celle de l'administrateur-délégué ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommé(s) pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

## **Année sociale - Assemblée Générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier vendredi du mois d'avril à 09.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts."

### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale fixe le nombre des administrateurs à trois et celui des commissaires à un.

1) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Monsieur René Pierre ZESTER, prédit.

- R P Z Finances, prédite.

- Madame Danielle BRANCHE, demeurant à F-52340 Ageville, 7 rue du Moulin

2) Est appelé à la fonction d'administrateur-délégué et président du Conseil d'Administration:

- Monsieur René Pierre ZESTER, prédit.

3) Est appelé à la fonction de commissaire aux comptes:

COMPAGNIE GENERALE FIDUCIAIRE S.C. , avec siège social à L-4051 Esch-sur-Alzette, 112 rue du Canal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro E. 4234.

4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée décide de fixer l'adresse du siège social à L-3428 Dudelange, 1 rue Boudersberg.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison de la présente augmentation de capital, sont évalués approximativement à neuf cent euro (900.-euro).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ont signés le présent acte avec le notaire.

Signé: Zester , Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 12 novembre 2010. Relation: EAC/ 2010/ 13795. Reçu: SOIXANTE-QUINZE EUROS 75,00.-€.

*Le Receveur (signé): Santioni.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 24 novembre 2010.

Référence de publication: 2010157958/160.

(100182217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

#### **C.I. International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 118.391.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Référence de publication: 2010157960/10.

(100182348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

#### **Espace culturel Grande Région, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-2912 Luxembourg, 20, Montée de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg F 794.

Nous avons l'honneur de vous communiquer que les membres de l'Espace culturel Grande Région ont voté unanimement la modification de l'article 12 des statuts de l'asbl lors de leur Assemblée générale du 14.10.2010 à Völklingen. Voici désormais la teneur de cet article:

#### **Art. 12.**

Le Conseil d'Administration désigne en son sein un Président, quatre Vice-Présidents, un Secrétaire et un Trésorier. Le Président et les quatre Vice-Présidents représentent chacun une des cinq entités territoriales.

Le Président est élu pour une durée de vingt-quatre mois. La présidence reviendra par alternance aux différentes entités territoriales qui constituent l'espace de coopération fixé à l'article 1<sup>er</sup> des présents statuts.

Luxembourg, le 15 novembre 2010.

Espace culturel Grande Région asbl

Siège Social: 20, Montée de la Pétrusse, L-2912 Luxembourg

Helga Knich-Walter / Marco Battistella

Présidente / Trésorier

Référence de publication: 2010158453/20.

(100182251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**C.S.P. Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 34.033.

Le bilan de la société au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010157961/11.

(100182681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**C&E Holdings Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 148.895.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 60357 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010157963/10.

(100182891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Patron Kummel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 102.659.

In the year two thousand and ten, on the twenty-second of November.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared

Patron Kummel Holding S.à r.l. a private limited company (société à responsabilité limitée) organised under the laws of Luxembourg, with registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 101.359, hereby represented by Mr Michael Vandeloise, private employee residing in 6 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg on November 22<sup>nd</sup>, 2010.

The proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole member of PATRON KUMMEL S.A., a public limited company (société anonyme) organised under the laws of Luxembourg, with registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 102.659 (the Company). The Company has been incorporated on August 18<sup>th</sup>, 2004 pursuant to a deed of Maître Marc Lecuit, notary residing in Redange-sur-Attert, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1146 of November 12<sup>th</sup>, 2004 as amended on January 12<sup>th</sup>, 2005 pursuant to a deed of Maître Gerard Lecuit, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 466 of May 19<sup>th</sup>, 2005.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital then deliberates upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Decision to dissolve the Company;
2. Appointment of SWL S.à r.l. as liquidator;
3. Determination of the powers of the liquidator;

4. Appointment of an auditor-examiner;
  5. To grant discharge to the board of directors and the auditor of the Company.
- IV. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to dissolve and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint SWL S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) organised under the laws of Luxembourg, with registered office at 121 avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 85.782 as liquidator (the Liquidator) in relation to the voluntary liquidation of the Company.

The Liquidator is empowered to do everything which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets under his sole signature for the performance of his duties.

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set out in articles 144 et seq. of the Luxembourg act dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under his sole responsibility, delegate some of his powers, for especially defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, in accordance with article 148 of the Law.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint Interaudit S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) organised under the laws of Luxembourg, with registered office at 119 avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 29.501, as auditor-examiner, in relation to the voluntary liquidation of the Company.

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to grant discharge to (i) all the directors of the Company and (ii) the auditor of the Company for the exercise of their respective mandates.

*Costs*

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the members of the Bureau, the members of the Bureau signed together with us, the notary, the present original deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung**

Im Jahre zweitausend und zehn, am zweiundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Patron Kummel Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Gesetz, mit Sitz in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter der Nummer B 101.359, hier vertreten durch Herrn Michael Vandeloise, Privatbeamter, mit Berufsanschrift in 6 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, aufgrund einer Vollmacht ausgestellt in Luxemburg, am 22. November 2010.

Der Komparent ist der einzige Aktionär der Aktiengesellschaft "PATRON KUMMEL S.A.", nach Luxemburger Gesetz, mit Sitz in 6, avenue Pasteur, L2310 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter der Nummer B 101.359, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Marc LECUIT, mit damaligem Amtssitz in Redangesur-Attert, am 18. August 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1146 vom 12. November 2004. Die Satzung der Gesellschaft wurde zum letzten Mal abgeändert gemäß Urkunde, aufgenommen durch den Notar Gérard LECUIT, mit Amtssitz in Luxemburg, am 12. Januar 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 466 vom 19. Mai 2005.

Der Komparent, vertreten wie vorgenannt, das gesamte Kapital vertretend, berät alsdann über folgende Tagesordnung:

*Tagesordnung*

1. Beschluss die Gesellschaft aufzulösen;
  2. Ernennung von SWL S.à r.l als Liquidator;
  3. Festsetzen der Befugnisse des Liquidators;
  4. Ernennung eines Prüfungskommissars;
  5. Entlastung an die Verwaltungsratsmitglieder und den Kommissar der Gesellschaft.
- IV. Der einzige Aktieninhaber fasst alsdann folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Der einzige Aktieninhaber fasst den Beschluss, die Gesellschaft aufzulösen und in Liquidation zu setzen. (freiwillige Liquidation).

*Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung ernennt zum Liquidator SWL S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Gesetz, mit Sitz in 121 avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister in Luxemburg unter der Nummer B 85.782 für die freiwillige Auflösung der Gesellschaft.

Der Liquidator ist ermächtigt alles zu tun welches die Liquidation der Gesellschaft und die Verfügung über alle Aktiva unter seiner alleinigen Unterschrift zur Erfüllung seiner Aufgaben verlangen.

*Dritter Beschluss*

Der einzige Aktionär beschliesst dem Liquidator sämtliche Befugnisse zu erteilen welche in Artikel 144 und folgende des Luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 für einen Abwickler vorgesehen sind (das Gesetz).

Der Liquidator kann alle Akte beschliessen und alle Operationen tätigen, einschliesslich jene welche in Artikel 145 des Gesetzes vorgesehen sind, ohne vorherige Genehmigung des einzigen Aktionärs. Der Liquidator kann, unter seiner einzigen Verantwortung, Befugnisse delegieren, für spezielle Operationen oder Aufgaben, an eine oder mehrere Personen.

Der Liquidator ist ermächtigt Vorschüsse zu zahlen von den Liquidationserträgen (boni de liquidation) an den einzigen Aktieninhaber, gemäss Artikel 148 des Gesetzes.

*Vierter Beschluss*

Der einzige Aktionär beschliesst Interaudit S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Gesetz, mit Sitz in 119, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister in Luxemburg unter der Nummer B 29.501 als Prüfungskommissar zu ernennen für die freiwillige Auflösung der Gesellschaft.

*Fünfter Beschluss*

Der einzige Aktionär beschliesst Entlastung zu erteilen an (i) alle Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft und (ii) den Kommissar der Gesellschaft für die Ausübung ihrer Mandate.

*Kosten*

Die Kosten belaufen sich auf zirka eintausendzweihundert Euro (EUR 1.200).

Der Unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und auch schreibt, fügt hiermit an, dass die erschienenen Personen eine deutsche Fassung der Satzungen der Englischen haben folgen lassen möchten.

Bei etwaigen Nichtübereinstimmungen der in die deutsche Sprache übersetzten Satzungen hat die englische Fassung Vorrang.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: M. Vandeloise et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 novembre 2010. Relation: LAC/2010/51923. Reçu soixante-quinze euros Eur 75..

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Référence de publication: 2010158188/131.

(100182268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**C-Ways S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint-Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 122.976.

Les comptes annuels au 31 août 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.M. Grieder / F. Bracke

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2010157964/11.

(100182267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Cadlux S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 118.107.

*Extrait des Résolutions et Décisions prises par les Associés de la Société CADLUX S.A. en date du 11 août 2010*

Il a été décidé

de renouveler le mandat de la société DELOITTE S.A. Luxembourg comme Commissaire aux Comptes, immatriculée au Registre de Commerce de Luxembourg avec le N° B 67895, résidant au 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2011.

*Pour CADLUX S.A.*

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010157965/16.

(100182469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**I.E.C.L. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 151.100.

En date du 3 septembre 2010, la société anonyme holding ECOREAL S.A. a cédé ses 250 parts sociales de la société à responsabilité limitée I.E.C.L. S.à r.l. à la société anonyme Black Bear Holdings Corp., enregistrée sous le numéro Microjacket 705675 auprès du "Public Registry office of Panama, Mercantile Department", avec siège social à Via Espana and Elvira Mendez Street, Building Delta Tower, 14<sup>th</sup> floor, Panama City, République du Panama.

Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Pour avis sincère et conforme

*Pour I.E.C.L. S.à r.l.*

*Intertrust (Luxembourg) S.A.*

Référence de publication: 2010158091/15.

(100182892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Canford Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 16.805.

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Pour Canford Holding S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010157966/11.

(100182605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Chassis Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 125.856.

Par résolutions prises en date du 9 novembre 2010, les associés ont décidé de renouveler le mandat de Réviseur d'Entreprise Agréé de ERNST & YOUNG, avec siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2010 et qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2010.

Référence de publication: 2010157969/14.

(100182327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Bâloise Assurances Iard S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 30.414.

*Résolutions du Conseil d'Administration sous forme circulaire*

Les membres du Conseil d'Administration de Bâloise Assurances IARD S.A. prennent à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

**PROJET DE FUSION**

Les Conseils d'Administration de:

1. Bâloise Assurances Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68 065 et

2. Bâloise Assurances IARD S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 30 414,

ci - après dénommées collectivement les "Sociétés fusionnantes":

Décident de regrouper les sociétés Bâloise Assurances Luxembourg S.A. et Bâloise Assurances IARD S.A., préqualifiées, au travers d'un processus de fusion par voie d'absorption sans liquidation de la société Bâloise Assurances IARD S.A., conformément au droit luxembourgeois, le tout conformément aux dispositions de la section XIV de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social émis de Bâloise Assurances IARD S.A. à la date du présent Projet de fusion s'élève à 2.260.000.- EUR (deux millions deux cent soixante mille Euros) et est divisé en 910 (neuf cent dix) actions sans désignation de valeur nominale.

L'exercice social de chacune des Sociétés fusionnantes coïncide avec l'année civile. Les comptes annuels de Bâloise Assurances IARD S.A. pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010 seront approuvés par l'Assemblée générale des actionnaires après avoir été préalablement discutés et approuvés par le Conseil d'administration.

Aucune des Sociétés fusionnantes n'a été dissoute, n'a été déclarée en faillite ou n'est en situation de cessation de paiements, et toutes les actions émises représentant le capital des Sociétés fusionnantes ont été entièrement libérées.

**1. Sociétés fusionnantes:**

- La société Bâloise Assurances Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 68 065, au capital social de 7.500.000.- EUR (sept millions cinq cent mille Euros), représenté par vingt mille (20.000) actions sans désignation de valeur nominale et

- la société Bâloise Assurances IARD S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 30 414, au capital social de 2.260.000.- EUR (deux millions deux cent soixante mille Euros), représenté par neuf cent dix (910) actions sans désignation de valeur nominale.

Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés prémentionnées.

## 2. Fusion:

La société anonyme Bâloise Assurances IARD S.A. fusionnera avec la société Bâloise Assurances Luxembourg S.A. par voie d'absorption sans liquidation de Bâloise Assurances IARD S.A. par Bâloise Assurances Luxembourg S.A. conformément aux dispositions de la section XIV de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales, et aux termes et conditions contenues dans le présent Projet de fusion et dans un rapport écrit détaillé ("Termes et Conditions de la fusion").

Lors de la prise d'effet de la fusion, tous les actifs et les passifs de Bâloise Assurances IARD S.A., tels qu'ils existeront à la date d'effet, telle que définie ci-dessous, seront transférés de plein droit à Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

De même, à partir de cette même date, tous les droits et obligations de la société absorbée vis-à-vis des tiers seront pris en charge par la société absorbante. La société absorbante assumera en particulier toutes les dettes comme ses dettes propres et toutes les obligations de paiement de la société absorbée. Les droits et créances de la société absorbée seront transférés à la société absorbante avec l'intégralité des sûretés y attachées.

Par l'effet de la fusion, Bâloise Assurances IARD S.A. cessera d'exister de plein droit et Bâloise Assurances Luxembourg S.A. émettra de nouvelles actions aux détenteurs d'actions Bâloise Assurances IARD S.A., conformément aux Termes et Conditions de la Fusion.

## 3. Statuts:

Les statuts actuels de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. sont joints en annexe du présent Projet de fusion.

## 4. Composition du Conseil d'Administration de Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

La composition du Conseil d'Administration de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. ne changera pas suite à la fusion.

## 5. Date d'effet:

La fusion prendra effet entre Bâloise Assurances IARD S.A. et Bâloise Assurances Luxembourg S.A. et à l'égard des tiers un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (date de réalisation), conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

## 6. Traitement comptable de la fusion:

D'un point de vue comptable, la date à partir de laquelle les opérations de Bâloise Assurances IARD S.A. seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

## 7. Rapport d'échange:

Les Conseils d'Administration des Sociétés fusionnantes ont décidé que l'échange se fera comme suit: Du fait du transfert de plein droit de tous les actifs et passifs de Bâloise Assurances IARD S.A. par voie de fusion, Bâloise Assurances Luxembourg S.A. à la date d'effet émettra en faveur des détenteurs d'actions Bâloise Assurances IARD S.A. existantes à cette date 13.515 actions Bâloise Assurances Luxembourg S.A. pour 910 actions Bâloise Assurances IARD S.A. (le "Rapport d'Echange").

A la date d'effet, les actions Bâloise Assurances Luxembourg S.A. nouvellement émises auront les mêmes droits que les actions Bâloise Assurances IARD S.A. existantes, y compris en ce qui concerne les profits non distribués et autres réserves.

Le rapport d'échange des actions est annexé à la présente résolution.

## 8. Réalisation de la fusion:

Lors de la prise d'effet de la fusion, les détenteurs d'actions Bâloise Assurances IARD S.A. recevront automatiquement des actions de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. nouvellement émises conformément au Rapport d'Echange et en fonction de leur participation respective telle qu'inscrite dans le registre des actionnaires de Bâloise Assurances IARD S.A. ou dans leurs comptes titres respectifs.

Les détenteurs d'actions Bâloise Assurances IARD S.A. dont les actions sont directement inscrites dans le registre des actionnaires de Bâloise Assurances IARD S.A. recevront automatiquement les actions de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. nouvellement émises par une inscription dans le registre des actionnaires de Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

## 9. Experts indépendants:

Le Conseil d'Administration de Bâloise Assurances IARD S.A. a nommé par décision du 15 septembre 2010 le réviseur PricewaterhouseCoopers SARL, établi et ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, comme expert indépendant pour revoir, certifier et faire un rapport sur les Termes et Conditions de la fusion et, en particulier, le Rapport d'Echange, conformément à l'article 266 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une copie du rapport écrit destiné aux actionnaires, établi par cet expert indépendant conformément à l'article 266 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, sera disponible au siège social de Bâloise Assurances IARD S.A. et de Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

Le Conseil d'Administration de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. a nommé par décision du 15 septembre 2010 le réviseur PricewaterhouseCoopers SARL, établi et ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, comme expert indépendant pour revoir, certifier et faire un rapport sur les Termes et Conditions de la fusion et, en particulier le Rapport d'Echange, conformément à l'article 266 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une copie du rapport écrit destiné aux actionnaires établi par cet expert indépendant conformément à l'article 266 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sera disponible au siège social de Bâloise Assurances IARD S.A. et de Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

10. Avantage particulier:

Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

11. Poursuite des activités:

Bâloise Assurances Luxembourg S.A. a l'intention de poursuivre les activités de Bâloise Assurances IARD S.A., Bâloise Assurances Luxembourg S.A. n'a pas l'intention d'interrompre aucune activité du fait de la fusion.

12. Les mandats des administrateurs et du Réviseur d'entreprise de la société absorbée prendront fin à la date de la fusion et décharge pleine et entière leur est accordée.

13. La société absorbante exécutera à partir de la date de réalisation, tous les contrats et obligations, de quelque nature qu'ils soient, de la société absorbée tels que ces contrats et obligations existent à la date de réalisation et exécutera en particulier tous les contrats existant avec les créanciers de la société absorbée et sera subrogée à tous les droits et obligations provenant de ces contrats.

14. Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du présent projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

15. Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, a/ont le droit de requérir, pendant le même délai (précité), la convocation d'une assemblée générale de la société absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

16. A défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive, comme indiqué ci-avant au point 5. et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et notamment sous son littéra a).

17. Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

18. Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

19. Formalités:

La société absorbante:

- a. effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;
- b. fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- c. effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

20. Remise de titres:

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (de prêts, de travail, de fiducie,...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

21. Frais et droits:

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

22. La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

23. Approbation par les actionnaires et par le Conseil d'Administration:

Le Conseil d'Administration de Bâloise Assurances IARD S.A. a approuvé ce Projet de fusion par Résolution du Conseil d'Administration sous forme circulaire.

Le Conseil d'Administration de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. a approuvé ce Projet de fusion par Résolution du Conseil d'Administration sous forme circulaire.

La fusion est subordonnée à l'adoption par l'Assemblée Générale des actionnaires de Bâloise Assurances IARD S.A. et de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. du projet de fusion tel que prévu par le présent Projet de fusion.

24. Raisons de la fusion:

Les Conseils d'Administration de Bâloise Assurances IARD S.A. et de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. précisent que la présente opération de fusion est faite dans un but de réunir les activités d'assurance de ces deux sociétés d'assurance au sein d'une seule et même entité, de simplifier la gestion du groupe, d'homogénéiser les équipes et de bénéficier de la structure de gestion centralisée de Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

## 25. Dépôt des documents auprès des registres publics:

Le présent Projet de fusion et ses annexes, seront déposés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

## 26. Documents disponibles au siège social des sociétés fusionnantes:

Le Projet de fusion et ses annexes seront disponibles au siège social des sociétés fusionnantes, ensemble avec les documents suivants:

a. les comptes annuels de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale des actionnaires de Bâloise Assurances Luxembourg S.A., y compris les rapports du réviseur y relatifs, et les rapports annuels de Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

b. les comptes annuels de Bâloise Assurances Luxembourg S.A. au 31 décembre 2010.

c. les comptes annuels de Bâloise Assurances IARD S.A. au 31 décembre 2010.

d. l'acte de fusion

e. le rapport écrit détaillé sur le Projet de fusion, conformément à l'article 265 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales pour Bâloise Assurances IARD S.A. et Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

f. les rapports écrits destinés aux actionnaires des experts indépendants, conformément à l'article 266 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

## 27. Modification des statuts Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

Il résulte du rapport d'échange que les actionnaires de la société anonyme Bâloise Assurances IARD S.A. percevront 13.515 actions de la société absorbante Bâloise Assurances Luxembourg S.A.

En vue de la réalisation de la fusion projetée, il y aura en tout 13.515 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, chacune entièrement libérée et jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

L'article 5 des statuts sera par ailleurs modifié en tenant compte des résolutions à prendre par l'Assemblée Générale extraordinaire à intervenir.

En foi de quoi, les membres du Conseil approuvent et signent ce Projet de fusion.

### *Deuxième résolution*

Les membres du Conseil décident à l'unanimité de donner procuration à Monsieur André Bredimus, né le 16 juillet 1952 à Luxembourg, et à Monsieur Romain Braas, né le 1<sup>er</sup> juin 1963 à Luxembourg, afin de lancer les opérations qui seront jugées nécessaires dans le sens de la résolution précitée.

Les administrateurs donnent encore pouvoir à Monsieur André Bredimus et à Monsieur Romain Braas de signer aux effets ci-dessus tous actes, procès-verbaux, faire toutes déclarations et en général, faire tout le nécessaire, quoique non prévu aux présentes, promettant de tout ratifier au besoin.

Fait en 3 originaux.

Luxbg, le 23.9.10.

Peter Zutter / Jan De Meulder / André Bredimus / Annemie d'Hulster / German Egloff

Président / Vice-président / Administrateur / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010158416/191.

(100182689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

### **Cregstar Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 155.736.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2010157971/14.

(100182198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Carillon S.A., Société Anonyme Soparfi,  
(anc. Carillon Holding S.A.).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 78.221.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 novembre 2010.  
Référence de publication: 2010157973/11.  
(100182543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Domange Participations S.A., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 156.965.

**STATUTS**

L'an deux mille dix, le vingt-cinq novembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

**A COMPARU:**

Madame Ludivine ROCKENS, employée privée, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de:

Monsieur Jean-Marc DOMANGE, ingénieur, né le 9 juin 1952 à Neuilly-sur-Seine, demeurant à F-75004 Paris, 12, rue Budé,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la comparante agissant en sa dite qualité et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être soumise ensembles aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante agissant en sa dite qualité a arrêté ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de "DOMANGE PARTICIPATIONS S.A.".

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à CENT MILLE EUROS (€ 100.000,-), représenté par MILLE (1.000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (€ 100,-) chacune.

**Art. 6.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul actionnaire, celui-ci est dénommé «associé unique».

Le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

**Art. 7.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul administrateur, celui-ci est dénommé «administrateur unique».

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

**Art. 8.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique.

Les réunions du Conseil d'Administration pourront se tenir également par conférence téléphonique ou par vidéoconférence.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

La société se trouve engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs.

**Art. 9.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Art. 10.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de juin à 15.30 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 12.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.



Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

**Art. 13.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Lorsque la société compte un associé unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

**Art. 14.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2012.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante pré-qualifiée agissant en sa dite qualité déclare souscrire les actions comme suit:

Toutes les actions sont souscrites en numéraire par l'actionnaire unique, Monsieur Jean-Marc DOMANGE, pré-qualifié.

L'actionnaire unique déclare que toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de CENT MILLE EUROS (€ 100.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille euros.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant la comparante pré-qualifiée, représentant l'intégralité du capital social, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elle a pris, les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
  - a) Monsieur Jean-Marc DOMANGE, ingénieur, né le 9 juin 1952 à Neuilly-sur-Seine, demeurant à F-75004 Paris, 12, rue Budé.
  - b) Monsieur Patrick ROCHAS, administrateur de sociétés, né le 21 avril 1953 à Chatou (F), demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
  - c) Madame Sylviane COURTOIS, employée privée, née le 24 novembre 1968 à Arlon, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
 

La société anonyme "MAZARS", établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg section B numéro 56248.
- 4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.
- 5.- L'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la société à un ou plusieurs de ses membres.
6. - Le siège social est établi à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. Rockens, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 novembre 2010. Relation: EAC/2010/14641. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): A. Santioni.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29 novembre 2010.

Référence de publication: 2010158000/155.

(100182777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Centrafin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 57.277.

Les comptes annuels au 30.04.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010157975/10.

(100182690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Cirkinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 133.009.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

CIRKINVEST S.A.

Signature

Référence de publication: 2010157977/12.

(100182795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Compagnie des Châteaux d'Europe Centrale S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens, Zone Industrielle Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 124.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010157981/9.

(100182474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Novamex - Promotion Industrielle et Financière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 71.475.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 15 novembre 2010 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

*Administrateur de catégorie A:*

- Monsieur Fabio ARMATI, président du conseil d'administration,
- Monsieur Fabrizio POMA
- Monsieur Claudio VIDOLI-MANZINI

*Administrateur de catégorie B:*

- Monsieur Michaël ZIANVENI
- Monsieur Marc KOEUNE
- Monsieur Jean-Yves NICOLAS

- Monsieur Sébastien GRAVIERE

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010158883/23.

(100182905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2010.

---

**Compagnie des Châteaux d'Europe Centrale S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens, Zone Industrielle Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 124.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010157982/9.

(100182475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Compagnie des Châteaux d'Europe Centrale S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens, Zone Industrielle Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 124.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010157983/9.

(100182476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Compagnie Financière de l'Accessoire Textile S.A.H., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 58.419.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 29 novembre 2010.

Référence de publication: 2010157985/10.

(100182130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Compagnie Luxembourgeoise de Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 52.383.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DE PARTICIPATIONS S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010157986/12.

(100182285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Admiral Global & International S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 44.200,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 118.046.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010, a décidé d'accepter:

- la démission de Gerard Meijssen en qualité de gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2010.

- La nomination avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2010 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société de Fabrice Hablot, né à Brest (France) le 23 mars 1978, et ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2010, composé comme suit:

- Nicole GÖTZ, gérant
- Maxime NINO, gérant
- Michael FURTH, gérant
- Fabrice HABLOT, gérant
- Véronique MENARD, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*  
Maxime Nino  
Gérant

Référence de publication: 2010159249/23.

(100182743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Keyser Söze S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1240 Luxembourg, 18, rue Charles Bernhoeft.

R.C.S. Luxembourg B 156.978.

—  
**STATUTS**

L'an deux mille dix, le vingt-quatre novembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU:**

Monsieur Steve KIEFFER, expert-comptable, demeurant à L-1240 Luxembourg, 18, rue Charles Bernhoeft.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il entend constituer:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 telles qu'elles ont été modifiées et par les présents statuts.

La société peut avoir un associé unique ou plusieurs associés. L'associé unique peut s'adjoindre à tout moment un ou plusieurs co-associés, et de même les futurs associés peuvent prendre les mesures tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de "KEYSER SÖZE S.à r.l.".

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'une décision de l'associé unique ou du consentement des associés en cas de pluralité d'eux.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125.-) chacune, qui ont été entièrement souscrites par Monsieur Steve KIEFFER, expert-comptable, demeurant à L-1240 Luxembourg, 18, rue Charles Bernhoeft.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 9.** Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

**Art. 10.** Le décès de l'associé unique ou de l'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne met pas fin à la société.

**Art. 11.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers de l'associé unique ou d'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 12.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'associé unique ou par l'assemblée des associés. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa (leur) fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 14.** L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique visées à l'alinéa qui précède sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

**Art. 15.** En cas de pluralité d'associés, chacun d'eux peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

**Art. 17.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 18.** Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

**Art. 19.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou par les associés en cas de pluralité d'eux, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

**Art. 20.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est renvoyé aux dispositions légales.

#### *Libération du capital social*

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice commence le jour de sa constitution et se termine le 31 décembre 2010.

#### *Evaluation*

Les frais incombant à la société du chef des présentes sont évalués à environ neuf cents Euros (€ 900.-).

*Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social, a pris en outre les résolutions suivantes:

1.- Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Steve KIEFFER, expert-comptable, demeurant à L-1240 Luxembourg, 18, rue Charles Bernhoeft.

2.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

3.- L'adresse de la société est fixée à L-1240 Luxembourg, 18, rue Charles Bernhoeft.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. KIEFFER, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 25 novembre 2010. Relation: ECH/2010/1737. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

Pour expédition conforme, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 30 novembre 2010.

Référence de publication: 2010158825/103.

(100182962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2010.

**Europäische Handelsanstalt für Waren und Rohstoffe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 52, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 144.035.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010158007/9.

(100182720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Comsea S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 82.679.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 novembre 2010.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2010157987/12.

(100182314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**DämmLux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9391 Reisdorf, 16, route de Larochette.

R.C.S. Luxembourg B 84.857.

**AUFLÖSUNG**

Im Jahre zwei tausend und zehn, den sieben und zwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Peter KAISER, Geschäftsmann, geboren in Münster (Deutschland), am 30. Januar 1955, wohnhaft in D-33803 Steinhagen, Brokhagenerstrasse 198A (Deutschland),

hier vertreten durch Herrn Frank BAULER, Buchhalter, wohnhaft in L-9370 Gilsdorf, 25, rue Principale, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Welche Vollmacht, vom Vollmachtnehmer und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.



Der Komparent, durch seinen vorgenannten Vertreter, ersucht den amtierenden Notar seine Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I.- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung DÄMMLUX S.à r.l., mit Sitz in L-9391 Reisdorf, 16, rue de Larochette, H.G.R. Luxemburg Sektion B Nummer 84857, (hiernach "die Gesellschaft"), gegründet wurde gemäss Urkunde, aufgenommen durch den in Diekirch residierenden Notar Fernand UNSEN am 24. August 1982, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 268 vom 25. Oktober 1982, und dass deren Satzung abgeändert wurde durch Urkunden aufgenommen durch den vorgenannten Notar Fernand UNSEN:

- am 25. März 1986, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 161 vom 19. Juni 1986;
  - am 6. November 1987, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 15 vom 18. Januar 1988;
  - am 27. April 1994, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 337 vom 14. September 1994,
- sowie durch Urkunden aufgenommen durch den instrumentierenden Notar:
- am 5. Dezember 2000, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 598 vom 3. August 2001;
  - am 17. Dezember 2004, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 432 vom 10. Mai 2005.

II.- Dass das Stammkapital der Gesellschaft zwölf tausend drei hundert vier und neunzig Euro acht und sechzig Cents (12.394,68.- EUR), eingeteilt in fünf hundert (500) Anteile ohne Bezeichnung des Nennwertes, beträgt.

III.- Dass aufgrund einer privatschriftlichen Abtretung von Gesellschaftsanteilen vom 30. Juni 2010, Frau Gabriele HEI-BROCK, Kauffrau, geboren in Bielefeld (Deutschland), am 3. Mai 1956, Ehegattin von Herrn Peter KAISER, wohnhaft in D-33803 Steinhagen, Brochhagerstrasse 198A (Deutschland), ihre drei hundert fünf und siebenzig (375) Gesellschaftsanteile an der vorbezeichneten Gesellschaft DÄMMLUX S.à r.l. an Herrn Peter KAISER, vorgenannt, abgetreten hat.

IV.- Dass der Komparent nun alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft geworden ist.

V.- Dass der Komparent beschließt die Gesellschaft aufzulösen und zu liquidieren.

VI.- Dass der Komparent die finanzielle Situation sowie die Statuten der Gesellschaft bestens kennt.

VII.- Dass der Komparent, handelnd als Liquidator, erklärt alle Verbindlichkeiten der Gesellschaft bezahlt zu haben und dass er persönlich, die Zahlung aller Schulden und Verpflichtungen der Gesellschaft, auch solche, die zur Zeit nicht bekannt sind, gewährleistet.

VIII.- Dass dem Geschäftsführer volle Entlast für die Ausübung seines Mandates bis zum heutigen Tag erteilt wird.

IX.- Dass die Liquidation als ausgeführt und abgeschlossen zu betrachten ist.

X.- Dass die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während mindestens fünf Jahren am früheren Sitz der Gesellschaft aufbewahrt werden.

#### Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, welche aus Anlass dieser Urkunde entstehen, unter welcher Form auch immer, beläuft sich auf ungefähr sieben hundert fünfzig Euro.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Junglinster, an dem oben angegebenen Tag, erstellt worden ist.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer, hat derselbe mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Frank BAULER, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 05 novembre 2010 Relation: GRE 2010/3715. Reçu soixante-quinze euros. 75,00.-€

Le Receveur (signé): G.SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE

Junglinster, den 30. November 2010.

Référence de publication: 2010157993/57.

(100182864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

#### **COPEL S.A. Société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 138.184.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Graham J Wilson.

Référence de publication: 2010157988/11.

(100182159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Etoile Développement I S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4735 Pétange, 81, rue J.-B. Gillardin.  
R.C.S. Luxembourg B 124.558.

Il résulte d'une résolution de l'associé unique de Etoile Centuria S.à R.L., avec adresse au 14 rue du Marché aux Herbes à L-1728 Luxembourg, inscrite au RCS sous le numéro B131.999, que Madame Claudia Schweich, née le 1<sup>er</sup> août 1979 à Arlon (Belgique), avec adresse professionnelle au 14, rue du Marché aux Herbes à L-1728 Luxembourg, a été désignée comme représentant permanent de Etoile Développement I S.A. avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Fait à Pétange, le 30 novembre 2010.

*Pour la société*

Référence de publication: 2010158020/13.

(100182588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**HECF Luxembourg Master 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 117.565.

*Extrait du procès-verbal des résolutions de l'associé unique prises en date du 24 novembre 2010*

L'Associé Unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

\* Monsieur José Maria Ortiz en tant que gérant B de la société à partir du 30 novembre 2010.

- De nommer:

\* Monsieur Jean-Baptiste Willot, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon L-1150 Luxembourg, en tant que gérant B de la société à partir du 30 novembre 2010.

Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Pour extrait analytique conforme

Tatiana Speranskaia

Référence de publication: 2010158072/18.

(100182594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Coprez Partners S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 131.698.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COPREZ PARTNERS S.A.

S. BAERT / Ch. FRANCOIS

*Administrateur / Administrateur et Président du Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2010157989/12.

(100182485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Coprez Partners S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 131.698.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COPREZ PARTNERS S.A.

S. BAERT / Ch. FRANCOIS

*Administrateur / Administrateur et Président du Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2010157990/12.

(100182493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Orange Business Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5885 Howald, 201, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 41.759.

*Extrait des résolutions prises par les actionnaires le 22 juin 2010*

En date du 22 juin 2010, les Actionnaires de Orange Business Luxembourg SA («la Société») ont pris les résolutions suivantes:

- De révoquer Madame Aline Daufresne de la Chevalerie en tant qu'Administrateur de la société avec effet au 4 mai 2010;
- De révoquer Monsieur Jeroen van Brussel en tant qu'Administrateur de la société avec effet au 4 mai 2010;
- De renouveler le mandat de Madame Gabriele Weisselberg en tant qu'Administrateur de la société avec effet au 30 juin 2009 et jusqu'à l'Assemblée Générale de 2016, avec pouvoir de signature individuelle;
- De nommer Monsieur Alain Jozef Y. Stas, né le 2 septembre 1963 à Gand, Belgique, résidant professionnellement au 13, chaussée verte, B-4367 Crisnée, Belgique, et jusqu'à l'Assemblée Générale de 2016, avec pouvoir de signature individuelle;
- De nommer Monsieur Alain Jozef Y. Stas, né le 2 septembre 1963 à Gand, Belgique, résidant professionnellement au 13, chaussée verte, B-4367 Crisnée, Belgique, en tant qu'Administrateur-Délégué de la société, jusqu'à l'Assemblée Générale en 2016, avec pouvoir de signature individuelle;
- De nommer Monsieur Dick Naumann, né le 18 janvier 1969 à Duermen, Allemagne, résidant professionnellement au Konrad-Zuse-Platz 1, Munich 81829, Germany en tant qu'Administrateur et jusqu'à l'Assemblée Générale de 2016, avec pouvoir de signature individuelle.

Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Luxembourg Corporation Company SA

Signature

Référence de publication: 2010159268/27.

(100182785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Duet Equity Income Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 143.360.

*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société*

Le conseil d'administration de la Société a décidé de transférer, avec effet au 22 novembre 2010, le siège social de la Société de son adresse actuelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010157994/12.

(100182146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

**Théola S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 111.280.

*Extrait des résolutions de l'associé unique prises à Luxembourg lors de l'assemblée générale ordinaire du 11 novembre 2010.*

L'associé unique a pris la résolution suivante:

- L'associé unique décide de reconduire en qualité de Commissaire au Comptes avec effet immédiat, le mandat de la société Audit & Consulting Services S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social au 9-11, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et de Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 151 342.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2009.

Pour Theola S.à r.l.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2010159281/20.

(100182264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Duet Global Equity Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 148.008.

—  
*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société*

Le conseil d'administration de la Société a décidé de transférer, avec effet au 22 novembre 2010, le siège social de la Société de son adresse actuelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010157995/12.

(100182147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Dutch Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 129.449.

Les Comptes annuels au 19 novembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 26 novembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010157996/10.

(100182398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Daleima S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 42.508.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 26 novembre 2010 que:

Monsieur Aniel Gallo est révoqué de son mandat d'administrateur.

Monsieur Luc Hilger, né le 16.11.1974 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg est nommé administrateur en remplacement. Il continuera le mandat qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2010157998/14.

(100182176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---

**Evendine S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 62.658.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

EVENDINE S.A.

Signature

Référence de publication: 2010158026/12.

(100182848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

---